

l'indépendance inconditionnelle des soi-disant TOM et DOM et non seulement à l'autonomie comme le disent le PS et le PCF

— La rupture de toute relation avec les dictatures sanglantes

— L'aide politique et matérielle aux peuples en lutte pour leur émancipation politique et sociale et non une neutralité bienveillante.

A l'heure des trusts multinationaux, moins que jamais le socialisme ne peut être construit dans un seul pays.

Face à l'Europe des trusts, il faut lutter pour une Europe des travailleurs. Contrairement aux affirmations du programme commun, cette lutte passe par une rupture avec l'Europe du Marché Commun. Elle suppose au contraire un soutien total aux luttes des prolétariats européens pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Ce sont là les points clefs, les critères qui définissent un gouvernement des travailleurs désireux de s'appuyer sur la mobilisation des masses pour en finir avec l'oppression et l'exploitation capitalistes. Le programme commun de la gauche ne s'engage pas résolument dans cette voie ; il se contente de gérer et d'aménager la société actuelle. C'est pourquoi, en cas de victoire électorale de la gauche, nous n'accepterions aucune trêve justifiée par un prétendu intérêt national liant les ouvriers à leurs patrons. C'est pourquoi nous continuerions à défendre les objectifs de ce programme d'action. Et c'est pourquoi nous proposons dès à présent ce programme à la discussion de l'ensemble des organisations ouvrières, syndicales et politiques, réformistes et révolutionnaires, dans la perspective d'une plate-forme commune.

